

## sem37

Attaque.....	1
Chelles (Seine-et-Marne) : Quand ils viennent taper à ta porte.....	1
Belberaud, France : Couper le fil à la patte.....	3
Berlin, Allemagne : Occupation du Google-campus et répression – 7 septembre 2018.....	4
Saint-Nazaire (Loire-Atlantique) : La haine contre les contrôleurs, toujours !.....	6
Paris : Les cathos intégristes reçoivent de la visite.....	7
Tréguier (Côtes-d’Armor) : Tags et dégradations contre cathos, mairie et riches.....	8
Toulouse : L’addition de l’occupation de la fac de ce printemps [MAJ 14/09 : Montpellier].....	9
Prison de Liancourt (Oise) : Blocage de la promenade contre les fouilles.....	10
Lampaul-Plouarzel (Finistère) : La tractopelle incendiée.....	11
Paris : Incendie solidaire.....	11
Limeil-Brévannes, France : Vengeance incendiaire contre les cowboys du maire – 14 septembre 2018.....	12
Des mauvais moments pour les bleus (mi-septembre 2018).....	12
Rhône : Chasseurs et bouchers ne dorment pas d’un sommeil tranquille.....	16
Evasion.....	16
Metz, France : Vive la belle du centre de rétention !.....	17
Réflexions.....	17
Enregistrement sauvage, coups de gueule et de rage dans une cave pas loin du bocage, juin 2018.....	17
Réflexions.....	20
Anarchisme anti-gauche : chasser le gauchisme dans l’intention de le détruire.....	20
Répression.....	22
Prisons : la gouvernement veut élargir toujours plus l’enfermement hors les murs.....	22
Fresnes (Val-de-Marne) : Arrestations pour les incendies de voitures des matons.....	23
Lille : Opération répressive contre des antispécistes.....	23
Alfortville (Val-de-Marne) : Interpellé pour des tags antispécistes.....	25
Cagliari (Italie) : Encore des micros dans la voiture d’un compagnon.....	26
Poitiers : Des lourdes peines pour la révolte des prisonniers de septembre 2016.....	27
Appel à soutiens - Alfidel de nouveau en procès pour tentative d’évasion.....	28
Solidarité.....	29
Rafle matinale, Paris Austerlitz.....	29

## Attaque

### [Chelles \(Seine-et-Marne\) : Quand ils viennent taper à ta porte...](#)

*NdAtt. : la loi [ELAN](#) n’est pas encore passée, mais les expulsions de pauvres sont toujours monnaie courante. Avec souvent en rab’ le mépris des journalistes, dans des formules-oxymore comme*

*« nomades sédentarisés », qui donnent à réfléchir (et à rager) si on se dit que c'est les flics qui viennent de détruire leur maison...*

Le Parisien / jeudi 13 septembre 2018

L'intervention des forces de l'ordre, sur décision de justice, a débuté ce jeudi vers 7 heures du matin. Des nomades sédentarisés étaient présents en nombre pour protester contre cette opération surprise.



L'opération policière de ce jeudi a mis fin à huit années de conflit entre la mairie de Chelles et des gens du voyage sédentarisés. Dès 7 heures du matin, quelque 200 membres des forces de l'ordre ont entrepris l'expulsion d'une famille et la destruction de leurs habitations illégalement construites à Chelles, chemin de Courtry. L'opération s'est achevée en début d'après-midi. Cette intervention fait suite à une décision de justice. L'important dispositif déployé s'explique par une précédente opération, menée en octobre 2017 dans le quartier Chantereine. **A l'époque, un policier avait été légèrement blessé et un nomade armé d'une barre de fer arrêté.** Aucun blessé et aucune interpellation n'ont été recensés ce jeudi. Il s'agissait de « sécuriser l'expulsion d'une famille et mener la démolition des habitations qu'elle a irrégulièrement construites », indique la préfecture de Seine-et-Marne.

Cette opération d'envergure s'est déroulée dans une ambiance tendue. **En représailles, des membres de la communauté ont mis le feu à une voiture garée dans une ruelle attenante au chemin de Courtry.** Les pompiers ont éteint l'incendie vers 10 heures. Il s'agit d'un **véhicule de police banalisé**, qui stationnait en dehors du périmètre de sécurité. Plusieurs membres de la famille propriétaire du terrain ont été conduits au-delà d'un périmètre de sécurité. Ils ont vite été rejoints par une vingtaine de membres de leur communauté. « Nous n'avons même pas été prévenus, dénonce une proche de la famille expulsée. Une grand-mère de plus de 90 ans vit ici depuis dix-sept ans ! » L'opération de démolition s'est déroulée à l'abri des regards, masqués par un « barre-pont »,

une longue barrière de métal haute de plus de 2,50 m.

« Cette famille a cherché à se sédentariser en édifiant sur des terrains non constructibles plusieurs bâtiments d'habitation et aménagements en dépit de tout permis de construire », indique la préfecture. Dernièrement, « le tribunal de grande instance de Meaux a condamné les occupants au titre de plusieurs infractions au code de l'urbanisme et prononcé leur expulsion des lieux, poursuit la préfecture. La démolition de l'ensemble des ouvrages construits sur le site a également été décidée. »

Deux mobile-homes ont été détruits, de même qu'un pavillon de 200 m<sup>2</sup> érigé sur le site.

« Ils ne nous ont même pas laissés le temps de sortir nos mobile-homes, ils n'étaient pas obligés de les détruire », peste une femme en colère.

**Tout au long de la matinée, des proches de la famille expulsée ont proféré des insultes en direction des forces de l'ordre. Le maire de Chelles Brice Rabaste (LR) a aussi fait l'objet de menaces de la part de certains gens du voyage sédentarisés.** La préfecture rappelle que ce secteur du quartier des Coudreaux « fait face à un phénomène d'implantation sauvage sur des terrains impropres à la construction depuis de nombreuses années ».

Les flics jouent les durs, mais derrière leurs dos...

## **Belberaud, France : Couper le fil à la patte**



**Pour la rentrée, le week-end des 1er et 2 septembre à Belberaud (Haute-Garonne), près de 900 abonnés de cette commune de 1400 habitants ont perdu leur ligne de téléphone grâce au sabotage de câbles dans un répartiteur, coupant notamment la mairie et l'école. Le porte-parole des pouvoirs locaux, la Dépêche du Midi, déplore un acte dont il est « difficile de comprendre la motivation ou l'intérêt », qui ne trouve même pas « de justification ni dans un quelconque commerce de métaux ni dans le fait d'isoler volontairement le commun des mortels ».**

Dans ce monde d'exploitation et de dépossession généralisées, il serait en effet dommage que des individus se procurent de l'argent en dehors du salariat ou se remettent à interagir directement entre

eux sans l'intermédiaire d'un fil de cuivre ou de plastique... Et si l'absence de « justification » a laissé sans voix la mairie et de l'école, c'est peut-être un heureux signe que certains individus savent encore emprunter un langage qui reste hermétique aux autorités. Un acte gratuit qui parlera par contre de soi à d'autres coeurs révoltés, qui sauront s'en saisir chacun à sa manière.

## Berlin, Allemagne : Occupation du Google-campus et répression – 7 septembre 2018



**Aujourd'hui [7 septembre 2018], nous avons occupé le Umspannwerk [1] à Kreuzberg pour empêcher le projet du Google-campus, pour lutter contre la flambée des loyers et pour ouvrir l'espace en faveur de quelque chose de meilleur.**

Google Campus se veut être un pôle d'attraction pour les jeunes entrepreneurs agaçants dont les ateliers connectés branchés («start-ups») promettent de proposer de nouvelles idées aux activités de l'entreprise Google. Les entreprises de nouvelles technologies font grimper à vitesse grand V le prix des loyers dans le secteur. Le point final de ce processus peut être vu à San Francisco, qui devait être une ville à moitié réinventée.



Bien qu'il soit particulièrement inquiétant que Google, malgré sa collecte agressive de données, se transforme en Big Brother avec un visage convivial, ce n'est pas le facteur décisif pour nous. Nous aurions également mis des bâtons dans les roues de n'importe quelle autre entreprise.

Ce qui se passe maintenant à Umspannwerk dépend plutôt de toutes les personnes qui remplissent la maison de vie. Ce lieu pourrait devenir une base pour une multitude d'initiatives qui luttent actuellement contre la hausse des loyers et des déplacements – un campus de subversion. Mais il peut également être utilisé comme une zone de gril couverte pour les mois froids, ou quelque chose de plus.

Nous appelons tous les locataires rebelles, les travailleurs culturels subversifs et précaires, les allocataires sociaux désabusés, les contrôleurs aériens avides de grève, les retraités de longue date, les réfugiés indisciplinés et tous les autres nuisibles locaux du quartier (et au-delà) à nous rejoindre dans l'occupation le plus rapidement possible. Une assemblée de quartier aura lieu à 18 heures afin de discuter de l'occupation et de la façon de procéder. Soyons impliqués !

Nos demandes:

Nous attendons une annonce de la part de la direction pour que Google se retire immédiatement et irrévocablement de Umspannwerk à Kreuzberg.

L'assemblée aura lieu à 18 heures afin de discuter des prochaines étapes et de l'utilisation judicieuse des locaux.

En cas d'expulsion, nous nous reverrons très prochainement, sur le campus ou ailleurs, puisque nous nous promenons ensemble et que nous nous réapproprions la ville.

*Le conseil des squatteur-euse-s*

[Traduit de l'anglais de [#Besetzen](#), 07.09.2018]

**NdT:**

**[1] Que l'on pourrait traduire « transformateur »**

---

**[Communiqué de presse – Google campus expulsé – Nous continuerons de squatter]**

Aujourd'hui, nous avons occupé le Google campus avec succès. L'action fait partie intégrante de la lutte contre les hausses de loyers et les évictions à Berlin. Le Google campus prévu aggraverait encore davantage ce développement.

Il était prévu qu'à 18h une réunion ait lieu pour discuter d'une utilisation intéressante du bâtiment. Nous ne sommes pas étonné-e-e que l'appareil d'Etat lourdement armé l'ait empêché pour protéger la propriété. Bien que la moitié de la population de Berlin soit désormais favorable aux occupations, les larbins de l'Etat n'ont rien de mieux à faire que de résoudre les choses en usant de sa force habituelle. Six personnes ont été brutalement arrêtées. Cela ne nous étonne pas non plus. Mais nous avons encore quelques surprises en réserve. Nous continuerons de squatter, de saboter et de nous réapproprier des lieux. Jusqu'à ce que nous n'en ayons plus besoin!

L'automne chaud vient de commencer !

*Le conseil des squatteur-euse-s.*

[Traduit de l'allemand de [#Besetzen](#), 07.09.2018]





## **Saint-Nazaire (Loire-Atlantique) : La haine contre les contrôleurs, toujours !**

*France Bleu / lundi 10 septembre 2018*

Jeudi dernier, à bord d'un bus de la ligne Hélyce, un banal contrôle de tickets dégénère. **Un passager, âgé de 18 ans, refus de montrer son titre de transport. Il insulte les contrôleurs,**

refuse de descendre ailleurs qu'à son arrêt puis sur le trottoir n'hésite pas à les frapper avec une sacoche avant de prendre la fuite. En tentant de le rattraper, l'un des agents de la Stran chute; il se fracture le coude et se tord le poignet. Il est en arrêt pour au moins 6 semaines. Son collègue bénéficie de quelques jours d'ITT. Le prévenu s'est rendu de lui-même au commissariat le samedi.

**L'agresseur était en règle.**

Le jeune passager possède pourtant un titre de transport valable jusqu'au 17 septembre. Une carte qu'il perd d'ailleurs lors de sa fuite. « Pourquoi ce refus et pourquoi être parti en vrille alors que vous étiez en règle ? » lui demande à plusieurs reprises la présidente du tribunal. Visage enfantin, le prévenu, qui est père d'un garçon de cinq mois et doit démarrer un apprentissage en menuiserie, ne répond pas. Il explique juste « qu'il a déjà eu des problèmes avec des contrôleurs de la Stran ». La procureure dénonce « la violence et la gratuité des faits face à des gens qui ne faisaient que leur travail »; elle réclame 3 mois d'emprisonnement dont un ferme. L'agresseur dont le casier judiciaire est vierge est finalement condamné à 105 heures de travail d'intérêt général.

## Paris : Les cathos intégristes reçoivent de la visite

*reformulé depuis différents sites de fachos / lundi 10 septembre 2018*

Les intégristes catholiques se plaignent sur internet que **leur librairie, Notre-Dame-de-France, a pris des couleurs, la nuit du dimanche 2 au lundi 3 septembre. Apparemment il s'agit de la troisième visite en une semaine.**



Mais qu'est-ce que c'est la librairie Notre-Dame-de-France ? Comme il nous l'explique son directeur Eric van den Bavière (photo ci-dessous), toujours sur un site de fafs, c'est une librairie



catholique, liée à la Fraternité sacerdotale Saint-Pie-X. Intégriste, réactionnaire et fasciste, bien entendu. On y trouve des icônes, des livres de catéchisme, des prêtres lefebvristes et des fascistes en vue.

A l'inauguration, celui qui coupe le ruban est l'Abbé Christian Bouchacourt, supérieur du District de France de la FSSPX. Au milieu l'abbé Philippe Toulza, directeur des éditions Clovis, porte-voix de la fraternité fondé par Marcel Lefebvre.

Et voici que, le 17 mars 2018, le borgne y tenait une séance de dédicaces de ses mémoires (source : Le Parisien du 6 avril 2018).

Si vous aussi vous voulez aller leur dire qu'est-ce que vous pensez de Notre-Dame (et de toutes les autres religions), leur adresse est :

Librairie Notre-Dame de France  
33, rue Galande  
75005 Paris  
Métro Maubert-Mutualité  
Tél : 01 43 25 36 67

## **Tréguier (Côtes-d'Armor) : Tags et dégradations contre cathos, mairie et riches**

*Ouest-France / lundi 10 septembre 2018*



Dans la nuit de dimanche 9 à lundi 10 septembre, des personnes ont tagué **de nombreux slogans anarchistes et écolos sur les murs et portes de la mairie de Tréguier**, entre Lannion et Paimpol (Côtes-d'Armor). **Une agence bancaire, la cathédrale et les chapelles des Sœurs du Christ ont aussi été visées.**

Les habitants de Tréguier ont découvert une multitude de graffitis aux slogans anarchistes et écolos. **Des tags sur les murs et portes de la mairie, de l'étude notariale voisine, des toilettes publiques, de la pharmacie, de la cathédrale, etc.**

Sur les quais, c'est **la porte coulissante de l'agence bancaire BNP qui a été fracassée à coups de masse.** « À 22 h, j'ai sorti ma poubelle. Ce n'était pas fait », témoigne une voisine qui n'a rien



entendu dans la nuit.

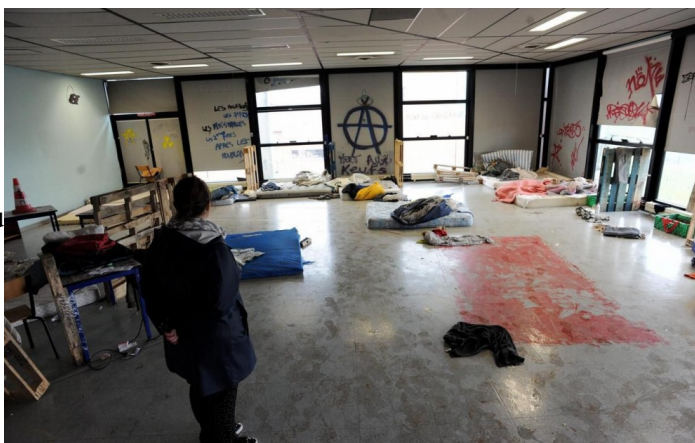
Autre surprise dans **les chapelles des Sœurs du Christ. Les planchers ont copieusement été arrosés d'huile de vidange. Les fenêtres du bâtiment ont été barricadées ; les portes cadenassées et enchaînées.** Guirec Arhant, le maire, ne comprend pas comment ces vandales ont réussi à pénétrer le bâtiment. [...]

## **Toulouse : L'addition de l'occupation de la fac de ce printemps [MAJ 14/09 : Montpellier]**

*Le Parisien / mardi 11 septembre 2018*

A la suite des dégradations survenues au printemps [lors du blocage](#) par le personnel et les étudiants opposés au projet de réforme sur l'accès à l'université, la faculté Jean-Jaurès de Toulouse (Haute-Garonne) a connu cet été d'importants travaux de rénovation.

**Si la facture était évaluée à 400 000 € en mai après les deux mois de blocage, la direction de la faculté a revu la douloureuse à la hausse, atteignant les 800 000 €.**



Rien que la rénovation de l'Arche, le bâtiment central de l'université le plus touché par les dégradations, a nécessité un budget de 400 000 €.

« La remise en état de l'Arche a demandé des travaux de peintures, d'effacement des tags, d'évacuation des encombrants, de décapage des sols, du remplacement de portes, de cloisons, des vidéoprojecteurs arrachés ou volés, des extincteurs ou encore la remise en état des sanitaires, indique l'université Jean-Jaurès. Le remplacement de mobilier pour les salles de cours a également coûté près de 50 000 € ».

Pour financer cette rénovation, l'établissement a puisé dans son fonds de roulement, habituellement destiné à l'investissement, par exemple en achat de matériel informatique. **L'Etat a apporté quant à lui une aide de 1,1 million d'euros (M€) pour l'ensemble des universités.**

La majeure partie des travaux a été réalisée cet été pour accueillir de nouveau les étudiants dans l'Arche pour la rentrée le 8 octobre. Le bâtiment d'accueil a, lui, déjà rouvert ses portes.

\*\*\*\*\*

## **Mise-à-jour du 14 septembre 2018 : A Montpellier ce sont 750 000 euros**

*La Gazette de Montpellier / jeudi 13 septembre 2018*

Parcoursup, nouveaux bâtiments... Ce jeudi 13 septembre, Patrick Gilli, président de l'Université Paul-Valéry Montpellier 3, a fait le point sur la rentrée.

**750 000 € de dédommagements.** En avril dernier, de nombreux dégâts ont été découverts dans l'université, suite à l'évacuation des étudiants grévistes qui occupaient les lieux depuis février. « *Les amphithéâtres ont été totalement rénovés* », a indiqué Patrick Gilli. « *Nous avons été remboursés de la totalité du coût direct du mouvement. L'État nous a versé 750 000 euros à titre de dédommagement pour tout ce qui s'est passé* ». Autrement dit : les dégradations commises, les coûts liés à l'insécurité, la réparation des [serveurs informatiques](#), ou encore le passage des examens à distance.

**Plaintes.** Le président de l'Université avait porté plainte contre les auteurs des dégradations commises, et saisi la commission de discipline. « *Elle se réunira en septembre pour les jugements. Ils seront communiqués d'ici quelques semaines. S'il y a des acteurs clairement identifiés, et si la commission estime que ces faits sont suffisamment délictueux pour entraîner des sanctions, il y aura des sanctions* ». [...]

\*\*\*\*\*

Montpellier :

## **Prison de Liancourt (Oise) : Blocage de la promenade contre les fouilles**

*Le Parisien / mardi 11 septembre 2018*

L'opération de contrôle a viré au fiasco. Alors qu'une cinquantaine de détenus reviennent du sport, ce mardi après-midi au centre pénitentiaire de Liancourt, les surveillants décident de procéder à une fouille. Objectif : trouver des téléphones portables, interdits en prison. « Les premiers se sont fait prendre, les autres, qui étaient sûrement chargés, ont refusé avant de forcer le passage », détaillent les délégués syndicaux Jérôme Lourme (FO) et Dominique Deregnacourt (UFAP). **Le visage masqué par leurs vêtements pour certains, les détenus ont bloqué les portes et refusé de réintégrer leur cellule.** Un épisode peu surprenant pour les deux élus syndicaux. « Il y a eu de fortes tensions entre détenus cet été, sans doute des histoires de dettes, soufflent-ils. Tout cela lié au manque d'effectif des surveillants, et on en arrive à de telles situations ».

Sans oublier la météo. « Il fait chaud, ils profitent. En hiver, ce n'aurait pas été la même histoire. » Il aura fallu l'intervention de l'Equipe régionale d'intervention et de sécurité de Lille pour mettre fin à ce début d'émeute. Les deux meneurs ont été placés en quartier disciplinaire, le reste des protagonistes en quartier arrivant. « Car le quartier disciplinaire est plein à craquer », précise Jérôme Lourme. Aucun blessé ne serait à déplorer du côté des surveillants pénitentiaires, aucune information n'a encore filtré concernant les détenus.

\*\*\*\*\*

## **Les matons ont cofisqué plus de 40 000 téléphones et accessoires saisis en 2017**

*Le Parisien / mardi 21 août 2018*

La Direction de l'administration pénitentiaire (DAP) a dévoilé ce mardi les chiffres des saisies de téléphones portables et autres accessoires dans les prisons françaises.

Les derniers chiffres de la Direction de l'administration pénitentiaire le confirment. **Le nombre de téléphones et accessoires (chargeurs, cartes SIM...) saisis dans les prisons françaises est en hausse constante depuis dix ans. En 2017, 40 067 téléphones et accessoires ont ainsi été saisis dans les 180 prisons françaises, pour un total de près de 70 000 détenus.**

Les saisies l'an dernier ont marqué une forte hausse par rapport à l'année précédente (33 521 saisies pour environ 68 000 détenus). Alors qu'en 2007, les agents pénitentiaires n'avaient saisi que 4 977 téléphones et accessoires, la barre des 10 000 saisies a été franchie en 2010. Un seuil déjà atteint sur les trois premiers mois de 2018, avec 10 098 saisies au 31 mars selon les chiffres de l'administration.

Projetés dans les cours de promenade ou transmis au parloir, les appareils entrent facilement en prison, où ils circulent à la faveur de divers trafics. Ils sont « de plus en plus petits », « certains contiennent très peu de métal et sont pratiquement indétectables », déplorent des sources syndicales.

Les images prises ainsi en détention font fureur sur les réseaux sociaux. [...] Fin juillet, un surveillant de la maison d'arrêt de Nanterre (Hauts-de-Seine), soupçonné d'avoir introduit dix téléphones portables dans l'établissement, a été mis en examen et suspendu de ses fonctions.

Pour la DAP, cette hausse constante s'explique à la fois parce que le nombre de détenus ne cesse d'augmenter, qu'il y a plus de téléphones en circulation et aussi parce qu'ils sont mieux repérés. Pour lutter contre cette prolifération, **la ministre de la Justice Nicole Belloubet a annoncé en janvier le lancement de deux chantiers : d'une part le déblocage dès cette année d'une enveloppe de 15 millions d'euros pour « garantir un brouillage effectif » des portables, et d'autre part l'installation de 50 000 téléphones fixes en cellule [c'est à dire : sous contrôle de l'AP, NdAtt.]**, pour ne pas couper les détenus de leurs proches et favoriser la réinsertion.

Actuellement, sur les 804 brouilleurs en service dans les prisons, 10 % seulement sont effectifs, les évolutions technologiques les rendant très vite obsolètes. **Le premier établissement équipé simultanément de téléphones fixes et du nouveau système de brouillage sera la prison de la Santé, qui ouvrira ses portes le 7 janvier 2019, après quatre ans de travaux.**

## **Lampaul-Plouarzel (Finistère) : La tractopelle incendiée**

*Le Télégramme / mardi 11 septembre 2018*

Dans la nuit de lundi à mardi, un acte de malveillance a été commis sur un véhicule de chantier. Depuis lundi des travaux ont débuté rue du Guerou, afin de sécuriser et d'améliorer le secteur. Sans doute pas du goût de tout le monde, puisque **le feu a été mis à un engin de l'entreprise STPA. De plus une mention « Laissez le Guerou » a été peinte sur la cabane de chantier.** Les pompiers de Saint-Renan sont intervenus vers 1 h 30 pour éteindre l'incendie qui s'est propagé à la



dune. Une enquête de gendarmerie a été ouverte. La municipalité et l'entreprise ont porté plainte. Le maire, Michel Jourden, avoue son incompréhension. Pour lui les travaux, qui ont repris, « ne peuvent qu'améliorer le site ».

## Paris : Incendie solidaire

*reçu par mail / jeudi 13 septembre 2018*

Une personne en prison à Limoges, deux sous contrôle judiciaire à Ambert, des multiples coups de pression, des perquizz' (la dernière à Grenoble en août). Flics et juges essayent de trouver des personnes qu'ils croient responsables de quelques actions directes.

Pour notre part on pense simplement que quand des subversif.ve.s sont dans le collimateur de l'état c'est aussi aux autres, à nous, d'agir, de pas regarder ailleurs, de montrer qu'ielles ne sont pas seul.e.s, que la répression ne nous arrêtera pas.

Tôt dans la nuit de mardi 11 on a incendié 2 camionnettes et un utilitaire de la mairie de Paris, rue Coriolis (12ème).

Un accolade à Krème (au fait on aime bien les incendiaires !)

Solidarité aussi avec les personnes inculpées dans le procès Scripta manent en Italie.

*Pyr et Omanes*

## Limeil-Brévannes, France : Vengeance incendiaire contre les cowboys du maire – 14 septembre 2018



**A Limeil-Brévannes, le commissariat de la police municipale a été la cible d'une attaque incendiaire au cours de la nuit du 13 au 14 septembre. Selon les flics et leurs larbins de la presse, deux individus ont été vus en train de jeter des engins incendiaires contre les locaux de la flicaille du maire.**

Cette attaque serait dans la continuité des affrontements avec les cow-boys du maire LR qui ont eu lieu au cours des deux nuits précédentes. Un peu plus tôt dans la journée de jeudi, les keufs se sont faits caillasser alors qu'ils tentaient d'interpeller un jeune à moto. Ce dernier a été interpellé, ainsi qu'un autre jeune soupçonné de « caillassages ».

Depuis plusieurs jours, la tension est forte avec la bleusaille de Boissy qui a massivement investi les rues. Ce sont notamment les flics de la Compagnie de sécurisation et d'intervention et la police municipale qui sont en charge du quadrillage du quartier.

Le Parisien précise que la police municipale est régulièrement mobilisée pour épauler la police nationale.

## **Des mauvais moments pour les bleus (mi-septembre 2018)**

### **Saint Louis (Nouvelle-Calédonie) : Les gendarmes ciblés avec un tir d'arme à feu**

*FranceInfo / mercredi 5 septembre 2018*

Les forces de l'ordre de nouveau la cible d'un tir d'arme à feu. Les faits se sont produits ce mardi soir au niveau de la tribu de St Louis, à hauteur de Thabor. Un véhicule non blindé de gendarmerie était visé. Un impact est visible sur la carrosserie mais on ne déplore heureusement aucun blessé.

[MÀJ MERCREDI SOIR]

Plus de précisions sur ce tir sur des gendarmes avec un communiqué du procureur de la République. Les faits se sont produits à 21h35 ce mardi.

Les gendarmes intervenaient dans le secteur « *dans le cadre d'investigations sur des vols de véhicules.* »

« *A l'occasion de leur déplacement sur la RP1, ils ont été alors la cible d'un tir atteignant la jonction de la porte arrière de leur véhicule avec le toit. L'auteur des faits se trouvait être le passager d'un véhicule Renault Clio signalé volé plus tôt par la police municipale de Mont Dore.* »

Les premières investigations, indique le procureur, établissent que les gendarmes ont été délibérément visés afin notamment de favoriser la fuite des malfaiteurs.

Une enquête est ouverte pour tentative de meurtre sur agent dépositaire de l'autorité publique. Le calibre de l'arme n'est pas connue pour le moment mais probablement de grande chasse.

\*\*\*\*\*

### **Houilles (Yvelines) : Deux flics blessés, trois interpellations**

*Le Parisien / mercredi 5 septembre 2018*

Deux policiers ont été blessés, mardi soir à Houilles, après avoir été pris à partie par une trentaine de trublions. Vers 19 h 15 rue Hoche, **la patrouille vient de constater une série de dégradations lorsque une trentaine d'hommes hostiles leur foncent dessus. L'un des fonctionnaires encaisse un coup de poing à la mâchoire. Un voyou arrache la bombe lacrymogène d'un autre policier, cassant l'objet en deux parties.** Des renforts arrivent rapidement et trois suspects, âgés de 16 à 20 ans, sont interpellés. **La première victime s'est fait déboîter la mâchoire. Les yeux de la seconde ont été atteints par le gaz lacrymogène.**

\*\*\*\*\*

## **Quimper : Voleurs de tous les pays, unissez-vous !**

*Le Télégramme / lundi 10 septembre 2018*

Les fonctionnaires de police ont dû faire face à une interpellation mouvementée, dimanche après-midi, après un vol à l'étalage à Gourvily. Une enquête est ouverte.

Le magasin la Foir'Fouille, de la zone de Gourvily, a rouvert ce lundi après avoir fait appel à des agents de sécurité. La conséquence d'un après-midi mouvementé, dimanche, pour le gérant du magasin et sa femme. **Vers 15 h, ils ont appelé la police pour signaler un vol à l'étalage : le portique de sécurité venait de sonner au passage d'une adolescente âgée de 17 ans accompagnée d'une femme. À l'arrivée de la police, rapidement sur place, la femme avait pris la fuite. Elle était ensuite revenue sur les lieux : « Elle était accompagnée d'une douzaine de personnes »**, explique le gérant du magasin.

Non sans difficulté, les policiers étaient parvenus à interpellier l'adolescente pour la transporter au commissariat. **« Les gens tapaient sur le véhicule de police »**, poursuit le commerçant qui, comme les policiers, dit avoir été menacé. **Le groupe est reparti après avoir renversé un rayon dans le magasin en signe de représailles à l'interpellation.** Permettant au couple de commerçants de raccompagner les clients médusés par la violence de la scène, avant de baisser le rideau.

Une plainte, accompagnée des images de la vidéo protection du magasin, a été déposée pour menaces et dégradations. Remise à ses parents, la jeune fille est convoquée pour être entendue par la police.

\*\*\*\*\*

## **Les Mureaux (Yvelines) : Attention à pas se faire choper !**

*Le Parisien / mercredi 5 septembre 2018*

**Trois adolescents âgés de 17 ans ont été interpellés durant la nuit de mardi à mercredi dans le quartier des Musiciens, aux Mureaux. Ils sont soupçonnés d'avoir jeté une pierre sur une voiture de police rue Georges-Bizet.** L'un d'eux avait des cailloux dans ses poches lors de son arrestation. Un impact a été relevé sur le toit de la voiture. Les trois mineurs ont été placés en garde à vue au commissariat.

\*\*\*\*\*

## **Et les mairies de la Seine-Saint-Denis se plaignent de ne pas avoir assez de municipaux**

*Le Parisien / mardi 11 septembre 2018*

Près de 25 % des postes sont vacants dans le département, selon nos informations. Face à l'insuffisance de candidats en Ile-de-France, un concours supplémentaire de policiers municipaux est programmé en septembre 2019.

Le policier municipal est une perle rare, si l'on en croit les maires de Seine-Saint-Denis et d'Ile-de-France. La sonnette d'alarme a été tirée au début de l'été concernant les difficultés de recrutement



de policiers municipaux en région parisienne. Après les attentats de 2015, les demandes des collectivités ont en effet fortement augmenté. Et la pénurie, avec.

Sylvine Thomassin, secrétaire générale de l'Association des maires d'Ile-de-France (Amif) et maire (PS) de Bondy ainsi que Stéphane Beudet, le président de l'association et maire (ex-LR) de Courcouronnes (Essonne) ont adressé un courrier au ministre de l'Intérieur, pour demander le retour d'un concours annuel afin de pallier le manque de candidats. « Il a lieu tous les deux ans et ce rythme ne suffit même pas à remplacer les départs en retraite en Seine-Saint-Denis », estime Sylvine Thomassin. Dès la mi-mars, le maire (PCF) de Saint-Denis, Laurent Russier, sonnait le tocsin auprès du ministère de l'Intérieur, demandant « l'augmentation forte du nombre de postes ouverts au concours de gardien de police municipale ».

Les maires de la région parisienne affirment constater également une disparité géographique. « En France, sur les six dernières années, une hausse de plus de 20 % des effectifs a été observée. Toutefois, en Ile-de-France, les besoins augmentent et nous constatons un déséquilibre sécuritaire territorial, dû à une mauvaise répartition des effectifs et un mode de recrutement inadapté à la réalité francilienne. »

L'appel de détresse a été entendu par les trois centres de gestion des personnels territoriaux chargés d'organiser le concours national à l'échelle de l'Ile-de-France, puisqu'une session sera exceptionnellement programmée pour la région en septembre 2019. « Nous sommes là pour répondre aux besoins de nos collectivités », indique Martine Barberoux, directrice des concours du centre interdépartemental de petite couronne. Pour cette date supplémentaire qui sera la seule de France, les organisateurs s'attendent en conséquence à un afflux de candidats.

Malgré cet effort, la situation ne va pas se régler en deux coups de cuillère à pot, comme le confirme Alain Dal, du Syndicat de défense des policiers municipaux (SDPM). « Sur toute la France, on estime qu'il en manque 2 000 à 3 000 sur un effectif total d'environ 22 000. » En Seine-Saint-Denis, selon le décompte des mairies que nous avons contactées cet été, il y a près de 25 % de postes vacants : 176 sur 733 ne sont pas pourvus. Or, les organisateurs du concours petite couronne 2018 n'en ont recensés « que » 81, sur la base des déclarations des collectivités.

Sur les 40 communes de Seine-Saint-Denis, seules 6 d'entre elles n'ont pas de police municipale : Bagnolet, Gagny, L'Ile-Saint-Denis, Neuilly-sur-Marne, Villemomble et Villetaneuse. Sur les 33 villes déjà dotées de leur propre service (la 34e, Clichy-sous-Bois est en train de la créer), 31 d'entre elles confirment avoir des difficultés de recrutement. Les deux exceptions sont Bobigny et Rosny-sous-Bois.

Ce tableau est une photographie du département, mais elle est néanmoins le reflet d'une tendance profonde. « La pénurie entraîne des mercatos réguliers. Pour 150 euros de plus par mois, des policiers municipaux peuvent changer de commune, confirme le responsable d'un service municipal. Certains sont très bien rémunérés parce qu'ils sont une denrée rare. Mais ils ne valent pas le prix qu'on les paie. Il y a une surcote. »

Dans le tableau, nous avons également pointé les villes qui ont fait le choix de se doter en armes à feu : c'est en effet l'un des critères d'attractivité pour les candidats aux postes d'agents. De façon

générale, l'équipement (tasers, gilets tactiques, moyens informatiques, véhicules d'interventions...) est un élément déterminant aux yeux des agents. « Dans certaines villes, quand on croise la police municipale, on a l'impression que c'est la BAC départementale qui arrive tellement elle est bien équipée », note d'ailleurs le chef d'une petite structure d'une collectivité locale de Seine-Saint-Denis.

Après la phase de recrutement, vient celle de l'apprentissage. « Les lauréats sont astreints à une formation initiale d'application de 121 jours. Ces délais sont excessivement longs », remarque encore l'Amif, dans sa lettre au ministère de l'Intérieur. Le Centre national de la fonction publique territoriale (CNFPT) forme chaque année en moyenne 1 500 agents en France. Pour les villes de Seine-Saint-Denis, 79 ont suivi les cours du CNFPT et décroché en 2017, la qualification de policier municipal.

Cette année, 25 candidats du département sont en cours d'apprentissage et neuf autres sont inscrits aux sessions prévues par le CNFPT dans la seconde moitié de 2018. Et si l'on en croit l'expérience de Sylvine Thomassin, c'est un peu la foire d'empoigne entre les maires pour étoffer leurs équipes. « Le grand jeu des communes, c'est de se piquer les policiers municipaux entre elles », confirme-t-elle. Un des agents de Bondy a choisi par exemple il y a quelques mois de rejoindre une ville des Yvelines qui lui offrait un logement de fonction.

La possibilité d'être armé, les primes qui viennent arrondir le salaire et l'intérêt des missions sont les trois principaux arguments qui font la différence et peuvent rendre une ville attractive aux yeux d'agents nouvellement formés. « Nous sommes sur la voie publique, 95 % de notre temps et confrontés à tout et n'importe quoi. Les policiers veulent qu'on leur donne les moyens d'assurer leur propre sécurité et celle de leurs concitoyens. L'armement en fait partie », détaille Alain Dal qui a déjà dû, lui-même, faire face à des personnes munies d'un couteau de cuisine ou d'une arme à feu, dans le cadre de son métier.

## **Rhône : Chasseurs et bouchers ne dorment pas d'un sommeil tranquille**

*Lyon Capitale / dimanche 16 septembre 2018*

**Une trentaine de miradors de chasseurs ont été sciés dans les Monts du Lyonnais** [Cf. par exemple [ici](#); NdAtt.], comme le révèle une enquête publiée ce samedi par nos confrères du Progrès. Alors que le travail de la gendarmerie se poursuit, les soupçons se tournent vers les militants antispécistes et la signature d'un groupuscule passé dans la clandestinité, le « Front de Libération animale ».

La tension monte dans les communes des Monts du Lyonnais depuis le mois de juin. En trois mois, une trentaine de tourelles en bois permettant aux chasseurs de voir loin et de sécuriser la chasse en

tirant vers le bas ont été sciées en petits morceaux. Des dégradations sans doute survenues la nuit. Pour les chasseurs et les locaux interrogés par le Progrès, « *ça ne peut être que des militants vegans anti-chasse* ». D'autant plus que la découverte des destructions est souvent liée à celle d'un tag ALF pour « *Front de Libération animale* ». La coprésidente de l'association antispéciste 269 Libération animale, également professeur vacataire de droit à Lyon 3, ne condamne pas clairement ces actions dans l'interview accordée au quotidien, mais affirme que des distances ont été prises depuis longtemps avec l'ALF et que ces derniers « *ont eu tort d'évoluer vers la clandestinité* ».

Les attaques de miradors viennent s'ajouter à d'autres actions « coup de poing » dans les Monts du Lyonnais. À Craponne, le **magasin de producteur « La Ferme lyonnaise » a été pris pour cible**. Quelques mois plus tôt, en avril, c'était cette fois **la société Saint-Laurent Viande située à Saint-Laurent de Chamousset. En une nuit, les locaux de cette société de transformation artisanale de viande ont été saccagés. Pneus de camion crevés, câbles du système frigorifique sectionnés et vitres de l'accueil brisées en mille morceaux. Là encore, un tag ALF a été inscrit sur l'un des véhicules**. Depuis, les associés de cette société artisanale d'une vingtaine d'employés surveillent de nuit leurs locaux et se relaient pour cela. Du côté des chasseurs et de certains habitants, la confiance dans le travail de la gendarmerie, qui mène l'enquête, n'enlève pas la crainte que la situation dégénère. Le mois dernier à Vaugneray, deux chasseurs surprenaient un homme, en pleine journée, occupé à frapper un mirador avec une pierre. Ces derniers l'ont poursuivi à bord de leur 4x4 avant que l'homme ne les sème en s'enfuyant sur son VTT.

## **Evasion**

### **Metz, France : Vive la belle du centre de rétention !**

**Vendredi 7 septembre, trois sans-papiers ont réussi à s'évader du centre de rétention administrative (CRA) de Metz, en Moselle, pendant la pause déjeuner. Ils ont profité du dysfonctionnement d'un portail pour prendre la poudre d'escampette.**

Si deux ont été vite rattrapés, l'Etat a déployé les grands moyens pour s'emparer du troisième, qui a eu la bonne idée de prendre la direction du vieux fort labyrinthique de Queuleu : hélicoptère de la gendarmerie volant au-dessus du site fortifié, ainsi qu'une trentaine d'uniformes différents (police aux frontières et police nationale) engagés dans un grand ratissage. Cette chasse à l'homme inter-services a fait chou blanc, et le sans-papiers court toujours. Bonne chance à lui !

## **Réflexions**



## Enregistrement sauvage, coups de gueule et de rage dans une cave pas loin du bocage, juin 2018

Y a des jours comme ça où le « tous ensemble, tous ensemble » saute aux yeux comme une arnaque.

Y a des jours comme ça où celles et ceux qui écrasent ne le cachent plus parce qu'il y a plus urgent. Où celles et ceux qui sont dessous, et le savaient déjà, font face.

Et où celles et ceux qui se prétendaient neutres parce que « quand même c'est plus complexe que ça », découvrent qu'elles sont de fait dans le camp des plus forts.

Y a des jours comme sur la zad ce lendemain de l'abandon de l'aéroport où celles et ceux qui veulent aller négocier avec l'État décident de lui rendre la route des chicanes en cadeau, en signe de bonne volonté, avec tout ce qui se vivait autour depuis 5 ans de vie hors contrôle.

Spéciale dédicace à toutes celles et ceux qui, ici ou ailleurs, ne se laissent pas convaincre par la « magie de la composition », et qui brisent le mirage de l'unité.

ceux qui citoyennement

celles qui victorieusement parce qu'elles anticipent

ceux qui joyeusement sans rien comprendre

celles qui douloureusement

ceux qui fièrement

ceux qui « une bonne chose de faite »

celles qui « d'une pierre - deux coups »

ceux qui, à l'appel du mouvement venaient, sur la zad, participer au grand nettoyage de la route des chicanes

ceux qui « on a gagné »

celles qui tracteurs, remorques

ceux qui pelles et balais

celles qui trêve de plaisanterie

ceux qui rendons à César ce qui est à César

ceux qui imposent

ceux qui s'opposent

celles qui se taisent et qu'on n'écoute pas

ceux qui sont absents et ont donc tort

ceux pour qui ça ne leur va pas si

celles qui du coup ne demandent plus : « Ça vous va si »

celles qui « de toute façon, toi t'es chiant »

ceux qui crient à la division

ceux pour qui les limites sont pour les autres

celles qui se prennent un éclat de bienveillance dans l'œil

ceux qui vous serez seuls

celles qui sinon pas de négociation

ceux qui ne gâchez pas tout

celles qui il faut sauver l'essentiel  
ceux qui recherche du consensus à tout prix  
celles pour qui la fin justifie les moyens  
ceux qui passage en force et s'en sentent bien  
celles qui s'auto-désignent  
ceux qui AG souveraine  
celles qui « commission hypothèses pour l'avenir »

celles qui préfèrent  
ceux qui scénarisent  
celles qui résistent  
ceux qui tentent de résister  
celles qui négocient  
ceux qui tentent de pacifier  
celles qui conflictualisent

ceux qui veulent faire le boulot de l'État pour qu'il ne le fasse pas  
ceux qui ne veulent pas faire le boulot de l'État à la place de l'État  
ceux que l'État remercie

celles qui « hangar de l'avenir »  
celles qui en gare de triage  
celles qui sur voie de garage

ceux qui sont perdus  
ceux qui sont perdants  
ceux qui sont de trop

celles qui entre-deux chaises  
ceux qui trient les décombres pour reconstruire  
celles qui ralentisseurs pour éviter le pire  
ceux qui font ce qu'ils ne voulaient pas faire  
ceux qui pensent ce qu'ils ne voulaient pas penser  
celles qui espèrent bien faire et qu'on les laisse en paix

ceux qui « vous nous expulsez ! »  
celui qui « Mais non, y a pas de nous et de vous, on est tous ensemble ! »  
celles qui « tu te fous d'not' geule ? »  
ceux qui faut pacifier la situation pour pas qu'ça dégénère  
ceux qui « la paix ? Faut pas trop s'y fier paskon est vénères »

ceux qui gorges et poings serrés  
celles qui colère à la bouche  
celles qui lance pierres à la main  
ceux qui cagoule sur la tête à l'approche de l'hélico  
ceux qui soupe résistante dans une cabane en sursis

celles qui ne sont pas là  
celles qui ne veulent pas y être  
ceux qui cherchent à comprendre  
ceux qui comprennent et s'en vont  
celles qui n'écoutent pas mais crient dans le vide de la foule  
celles qui se sont tus et qui parlent, qui parlent fort parce que ce  
qu'ils ont à dire n'a pas été entendu

ceux qui demandent du temps  
ceux qui violence de l'urgence  
ceux qui merde à votre stratégie !

ceux qui injonctionnent  
celles qui jonctionnent  
ceux qui poussent à bout  
ceux qui iront jusqu'au bout  
ceux qui de la boue jusqu'au cou

ceux qui font masse  
celles qui font bloc en face  
ceux qui se réunissent dans un pré  
celles qui annoncent le verdict  
ceux qui « démontez la vous même avant demain »  
celles qui se déchirent et s'entre-déchirent  
ceux qui obtempèrent et désespèrent

ceux qui annésient la mémoire de la lutte  
ceux qui autogestionnent la destruction de leurs symboles

celles qui récoltent des traces du carnage  
celles qui radioklaxon  
celles qui photo dessin  
celles qui Zadniouz

celles qui nous sommes la nature qui se défend  
celles qui rêvent aux crapauducs pour les salamandres  
celles qui font tâche sur les cartes postales  
celles qui les vendent par milliers

celles qui promettent Lama Fâché  
celles qui mentent et le savent  
ceux qui les croient ou veulent les croire  
ceux qui ne les croient plus parce que tombés de haut  
celles qui finalement Lama Fait Chier  
ceux qui pieds de biche pour le détruire  
ceux qui bâtons dans l'coffre en cas d'obstacles  
ceux qui obstacles perchés sur le toit  
ceux qui humains dans l'coffre parce qu'il fait l'obstacle



ceux qui milice  
celles qui à bas la police  
ceux qui sauvons l'unité du mouvement  
  
ceux qui boivent des coups avec la préfète  
celles qui boivent des coups pour la défaite  
celles dont la préfète est fière  
ceux qui ont la victoire pépère  
ceux qui ont la défaite vénère  
  
ceux qui fiches  
celles qui fichent le camp  
celles qui multiplient les fiches  
ceux qui fichez l'camp  
celles qui se fichent en paix  
ceux qui s'en fichent de tout  
ceux qui fichez nous la paix  
ceux qui va t'faire enficher  
celles qui ta fiche on s'en fou  
  
ceux qui voyeurisent à Lama Fichu  
celles qui pleurent Lama déchu  
celles sui s'acharnent avec Lama sacré  
ceux qui cassez-vous  
ceux qui CASSEZ VOUS !

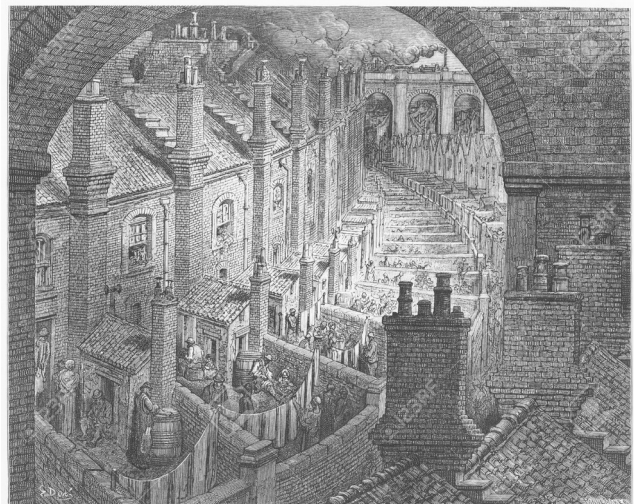
[Let's block ads! \(Why?\)](#)

## Réflexions

### Anarchisme anti-gauche : chasser le gauchisme dans l'intention de le détruire

*Indymedia Nantes / mardi 4 septembre 2018*

*En partant de l'évidence de l'économie, la critique marxiste décrypte peut-être le fonctionnement du système de l'économie politique, mais en même temps, il le reproduit comme un modèle. Il n'y a pas de mode de production, ni de production dans les sociétés primitives. Il n'y a pas de dialectique ni d'inconscient dans les sociétés primitives. Le marxisme est la projection de la lutte des*



*classes et du mode de production sur toute l'Histoire; il est la vision d'une « liberté » future basée sur la domination consciente de la nature. Ce sont-là des extrapolations de l'économie. Dans la mesure où elle n'est pas radicale, la critique marxiste est vouée malgré elle à reproduire les racines du système de l'économie politique.*

*– Le miroir de la production*

Le gauchisme n'est pas seulement mortel de par sa monotonie, il est littéralement mortel dans sa pratique et sa mise en œuvre. Au XX<sup>ème</sup> siècle, l'Union Soviétique a massacré près de vingt à quarante millions de personnes lors de la création de son empire communiste (certaines estimations dépassent les cinquante millions, mais sont difficilement vérifiables car lorsque les personnes étaient envoyées dans les camps, les soviétiques effaçaient souvent toutes traces de leur existence) ; le « Grand Bond en avant » de Mao Tsé-Toung en Chine (largement reconnu comme la plus grande catastrophe causée dans la tentative de construire une économie centralisée) aurait fait environ quarante millions de morts ; et les Khmers rouges cambodgiens ont massacré deux millions de personnes (un quart de la population cambodgienne) dans les Champs de la Mort – au nom d'une « forme égalitaire du communisme ». Les régimes communistes du siècle dernier ont tous eu une évolution incontrôlée et leurs utopies scientifiquement conçues ont toutes finies sous la forme de camps de la mort. En substance, le communisme n'est qu'une autre forme de gestion (particulièrement violente) de la civilisation – à l'instar du féodalisme – et est dévoué à un modèle social industriel basé sur la production avec une ferveur encore plus religieuse que le capitalisme.

Alors on pourrait penser que les anarchistes, plus que quiconque, seraient hostiles au caractère intrinsèquement totalitaire et collectivisant des idéologies gauchistes – comme le communisme et le socialisme – mais à ce jour, un grand nombre de prétendus anarchistes continuent d'exprimer leur sympathie envers les objectifs et l'épistémologie communistes, et l'analyse de classe marxiste – et se laissent embobiner et tromper par des euphémismes comme « communiste anti-étatique », « marxiste autonome », ou encore le préféré du moment du hispter urbain : « communisation ». Les anarchistes qui s'extasient devant ces conneries vénèrent l'autel d'une mare stagnante et restent attachés à une tradition politique d'autoritarisme et de charniers – quelle que soit la terminologie mise à jour ( la fine rhétorique de la « communisation » a atteint de nouveaux sommets d'ennui avec les écrits tendances des fumistes hypocrites comme Tiquun et les gargouillements imbéciles de Applied Nonexistence : tous deux des groupes de cocos fourbes qui se spécialisent dans le charabia postmoderne, en substituant le langage élitiste et masturbatoire à la parole réelle, et en étouffant les malheureux lecteurs avec un air fétide et sans rêve – un peu comme comme celui qui s'échappe des poubelles sans couvercle).

Nous sommes depuis longtemps fatigués par ce dialogue et cherchons à donner de nouvelles combinaisons de couleurs anarchiques aux déchets politiques qui engloutissent nos vies. Le verbiage fallacieux de la Gauche a trop longtemps étouffé notre imaginaire, en gelant notre énergie et en dissimulant l'essence de la lutte pour l'Anarchie, ses qualités fondamentales et intrinsèques, derrière des idéologies factices et prétentieuses qui étouffent l'action de la pensée et du rêve dans une attente pénible et unidimensionnelle. Toutes les idéologies sont des entraves à l'Esprit Libre, mais les idéologies qui ne reflètent pas le chaos, l'absurde fantaisie et le rire hystérique de la vie – comme le gauchisme – sont des entraves particulièrement ennuyantes pour l'expression incontrôlée de la rébellion autonome et sauvage. L'Anarchie verte – ou la critique de la civilisation – est une

analyse de classe qui ne fait pas les choses à moitié, qui ne reste pas piégée dans la logique capitaliste (comme c'est le cas du communisme) et qui attaque l'aliénation, la domestication et la division du travail à leurs racines... A leurs racines civilisées. La gauche est profondément ancrée dans l'ordre civilisé, et tant que nous lutterons contre cette horrible obscurité empoisonnée qui nous entraîne vers un effondrement universel, il nous incombe de lutter les yeux ouverts.

*[Warzone Distro](#), 2018*

This entry was posted in [Débats et réflexions sur l'attaque](#) and tagged [gauche](#). Bookmark the [permalink](#).

## Répression

### [Prisons : la gouvernement veut élargir toujours plus l'enfermement hors les murs](#)

*extrait du Parisien / mardi 11 septembre 2018*

La ministre de la Justice, Nicole Belloubet, annonce ce mercredi son **plan prison**. Avec un objectif principal : privilégier les alternatives à la détention pour les courtes peines [*lire : plus de gens sous le couperet de la justice dehors, ça laisse plus de places pour enfermer plus à l'intérieur des taules ! NdAtt.*] [...] Initialement, Emmanuel Macron s'était engagé à construire 15 000 places de prison durant son quinquennat. [...] Finalement, l'objectif a été ramené à 7000 en 2022.

[...] Le plan prison de Nicole Belloubet, présenté mercredi matin en conseil des ministres, mettra ainsi largement l'accent sur les courtes peines, ces quelque 90 000 condamnations annuelles d'un jour à six mois de prison, lesquelles contribuent à l'engorgement des maisons d'arrêt. Selon toute vraisemblance, il sera donc annoncé l'instauration d'une nouvelle échelle de peines.

**Principale mesure : l'emprisonnement sera banni en dessous d'un mois. D'un à six mois, le principe serait que la peine prononcée soit exécutée à domicile avec bracelet électronique, dans un centre de semi-liberté ou via un placement « extérieur », dans une association, par exemple.** Selon une « étude d'impact », cela permettrait de réduire de 8 000 le nombre de détenus à l'horizon 2022.

Autant de mesures qui seront actées via le projet de loi de programmation de la justice 2018-2022, lequel passera début octobre au parlement.

[...] la Chancellerie souhaite également mettre l'accent et les moyens sur les établissements ou quartiers dédiés à ces peines aménagées. Nicole Belloubet visitera mercredi après-midi celui de Villejuif (Val-de-Marne). **2 100 places supplémentaires de « préparation à la sortie » sont par ailleurs prévues, sur 24 sites, dont 8 en Ile-de-France.** [...]

A l'heure actuelle, la France reste l'un des pays d'Europe qui incarcère le plus, à hauteur d'un détenu pour 1000 habitants, contre 0,8 en Allemagne, par exemple.

Au-delà des courtes peines, ce sont plusieurs autres mesures qui, selon nos informations, devraient être annoncées ce mercredi. Côté effectifs, **1 100 surveillants supplémentaires devraient être recrutés, et environ autant de conseillers d'insertion et de probation.** [...]

10 M€ ont par ailleurs déjà été affectés en 2018 à une amélioration de la sécurité. Sur ce point, un classement des établissements sera effectué, comme demandé par les syndicats de surveillants. Côté matériel, des investissements seront effectués sur les « dotations spécifiques », dont la liste a été établie par ces mêmes syndicats. Ils réclamaient l'attribution de « passe menottes », de « gants anti-coupures », mais aussi de gilets pare-balles plus adaptés aux déplacements, à la morphologie homme-femme, ainsi que, toujours pour les déplacements, des téléphones portables géolocalisables. [...]

## **Fresnes (Val-de-Marne) : Arrestations pour les incendies de voitures des matons**

*Le Parisien / lundi 10 septembre 2018*

Un coup de filet a été lancé ce lundi matin par les policiers du SDPJ 94 pour retrouver les auteurs des incendies criminels qui visent depuis mai dernier des surveillants de la prison de Fresnes. **Six jeunes ont été interpellés tôt dans la matinée. Un septième a été extrait d'un établissement pénitentiaire.** Quatre jeunes majeurs et trois mineurs ont ainsi été placés en garde à vue pour destruction de biens privés et publics par incendie en bande organisée.

[...] « Nous nous attachons uniquement aux faits, glisse une source proche de l'enquête. Pour l'heure, la seule question est de savoir s'ils sont bien à l'origine de tous ces incendies », glisse une source proche de l'enquête.

Depuis mai, à quatre reprises [[1](#),[2](#),[3](#),[4](#)... *en attendant d'autres ! NdAtt.*], les véhicules de surveillants ont été incendiés lors de raids organisés devant les murs de la prison de Fresnes, dans l'enceinte de l'établissement.

## **Lille : Opération répressive contre des antispécistes**

*BFMTV / mercredi 12 septembre 2018*

Selon nos informations, **six personnes issues de la mouvance [*sic! NdAtt.*] végan ont été interpellées lundi et mardi par la sûreté urbaine de Lille.** Issus de la mouvance anti-spéciste lilloise, ces individus sont **soupçonnés d'avoir dégradé des commerces, notamment des boucheries, des poissonneries, des fromageries et des restaurants McDonald's dans la région de Lille, entre le 15 mai et le 3 août 2018.**

L'enquête des policiers lillois a débuté après les dégradations commises contre une boucherie *Chez Thierry*, située sur la commune d'Hellemmes-Lille, le 28 avril dernier. **Une femme avait été interpellée en flagrant délit au moment des faits. Lors des investigations, l'ADN de cette**

**suspecte est retrouvées sur des pierres ayant servi à viser la poissonnerie [Au petit mousse](#) et la boucherie [l'Esquermoise](#), toutes deux à Lille.** Au cours des dégradations attribuées aux personnes interpellées, du faux sang a été jeté, et des vitrines ont été cassées et taguées.

Au fil des mois, les policiers lillois ont procédé à des recoupements pour tenter d'identifier les militants vegan à l'origine des dégradations commises sur l'agglomération. Leurs soupçons sont confirmés lors de **l'interpellation de 4 activistes le 3 août dernier après la découverte de tags sur un bâtiment de l'université de Villeneuve-d'Ascq.** Cette opération a conduit aux six arrestations de ce jour. Des perquisitions ont également été réalisées lundi et mardi.

*NdAtt. : une belle liste d'actions antispécistes, [ici](#).*

\*\*\*\*\*

*Le Parisien / mercredi 12 septembre 2018*

Alors que les attaques de commerces de viande et de poisson se sont multipliées ces derniers mois en France – au point que les bouchers-charcutiers ont demandé cet été la protection de la police – un coup de filet vient d'être mené en début de semaine au sein de la mouvance antispéciste lilloise.

**Six militants vegans ont été interpellés dans la métropole et placés en garde à vue lundi et mardi**, a appris Le Parisien de source policière, confirmant des informations de BFMTV.

**Ces six individus ont « souhaité garder le silence durant la garde à vue »**, nous indique une source proche de l'enquête. Seule une femme de 21 ans a été déférée ce mercredi au parquet de Lille en vue de se faire notifier sa **convocation devant le tribunal correctionnel de Lille le 14 décembre**, précise une source judiciaire.

Ils sont soupçonnés d'avoir dégradé des commerces de bouche et des restaurants de la région lilloise, ainsi qu'un bâtiment de la Cité Scientifique, entre le 15 mai et le 3 août 2018.

Au cours de ces dégradations, parfois spectaculaires, du faux sang avait été jeté et les vitrines, cassées et taguées. **Un total de huit commerces spécialisés dans les produits à base de viande et de poisson, ainsi que deux McDonald's, à Lille, Lesquin et Wambrechies, ont été touchés.**

L'enquête des policiers de la sûreté urbaine de Lille avait été ouverte après la dégradation, le 28 avril dernier, d'une boucherie à Hellemmes-Lille, au cours de laquelle une militante avait été interpellée en flagrant délit.

L'ADN de la suspecte avait été retrouvé sur les scènes de dégradation d'une boucherie et d'une poissonnerie, commises quelques semaines plus tôt à Lille, nous précise notre source.

C'est ensuite l'interpellation de quatre activistes, menée le 3 août après la découverte de tags à l'université de Villeneuve-d'Ascq, qui a débouché sur le coup de filet de cette semaine.

[...] En France, selon les chiffres de la confédération française de la boucherie, boucherie-charcuterie, traiteurs (CFBCT), on dénombre **une cinquantaine d'attaques de boucheries cette année.**

Début juillet, des bouchers-charcutiers avaient même été reçus au ministère de l'Intérieur pour demander l'aide de l'Etat. Des rencontres ont été menées cet été entre les préfets de région et les représentants locaux de la CFBCT, nous a-t-on assuré ce mercredi au ministère de l'Intérieur.



## Alfortville (Val-de-Marne) : Interpellé pour des tags antispécistes

*Le Parisien / dimanche 16 septembre 2018*

Plusieurs vitrines et stores de commerces vendant de la viande ont été marqués au feutre noir. L'auteur présumé a été interpellé ce samedi vers 4 heures du matin. [...] **Cinq boutiques de la rue Paul-Vaillant-Couturier d'Alfortville ont été taguées, dans la nuit de vendredi à samedi. Vers 4 heures du matin, un homme avait recouvert plusieurs stores et vitrines de commerces vendant de la viande ou des produits à base de viande de l'inscription « Stop spécisme Viande = cruauté ».**

Il a été interpellé alors qu'il s'en prenait à la boucherie Bouyer, au 155, rue Paul Vaillant-Couturier, après avoir également tagué une inscription sur le store du traiteur asiatique situé juste à côté. « Heureusement on a réussi à enlever tout de suite l'inscription, mais de toute façon, pour choquer un boucher, il en faut plus que ça, lance avec le sourire Marc Flandrin, le nouveau dirigeant, depuis trois semaines, des deux boucheries Bouyer de la ville. Quand je travaillais à Paris, c'est avec des autocollants sur le même thème qu'on avait recouvert ma boutique une fois. »

Le commerçant a décidé de porter plainte, se rassurant qu'il n'y ait pas eu de casse et comptant sur « les caméras qui couvrent toute la rue », pour permettre à la justice de condamner le tagueur. « La fédération des bouchers nous tient au courant des différentes menaces, nous sensibilise à ces actions du moment, mais là il n'y a pas vraiment de conséquences, nos clients n'ont rien vu », se rassure le boucher. La municipalité promet en tout cas de tout faire nettoyer dès ce lundi matin. « Nous réclamons des rondes à la police pour que cela ne se reproduise plus, précise Michel Gerchinovitz (PS), maire d'Alfortville. On ne peut pas tout accepter comme mode d'expression ! »

Dans la nuit du 28 au 29 août, c'est à [Fontenay](#) que les antispécistes avaient vandalisé deux boucheries à coup de jets de cailloux. Sur les murs des deux commerces, la même inscription taguée en blanc pour le premier, en noir pour l'autre : « Stop spécisme ».



**Cagliari (Italie) : Encore des micros dans la voiture d'un  
compagnon**

*Round Robin / mardi 11 septembre 2018*

Hier on trouvé, dans l'une de nos voitures, une petite surprise venant de la Préfecture. Dans l'habitacle de la voiture d'un compagnon, il y avait un GPS et deux micros; c'est la [deuxième fois](#) que cela arrive en moins de dix mois.

Les mouchards étaient branchés à l'alimentation électrique de la voiture au niveau des pédales, juste en dessous du levier qui permet d'ouvrir le coffre avant. Les micros étaient placés sous la tapisserie du ciel de la voiture, juste au-dessus de la tête du conducteur. Ils étaient reliés au branchement électrique à travers des câbles qui passaient sous des éléments en plastique. Le GPS, comme d'habitude, était collé à la carrosserie avec un aimant.

## Poitiers : Des lourdes peines pour la révolte des prisonniers de septembre 2016

*Ouest-France / vendredi 14 septembre 2018*

**Des peines de trois à cinq ans ferme ont été prononcées** jeudi soir à Poitiers, au procès de [la mutinerie de la prison de Vivonne \(Vienne\)](#) en septembre 2016, qui avait concerné quelque 50 détenus, fait 23 blessés, saccagé une aile de l'établissement, avant d'être maîtrisée au bout de six heures.

Des peines de trois à sept ans avaient été requises contre quatre détenus de 25 à 36 ans, identifiés comme meneurs présumés, qui étaient jugés pour dégradation d'un bien public en réunion, par un moyen dangereux, mise en danger de la vie d'autrui, vol des clés d'un surveillant. **L'un des quatre était jugé en absence, ayant refusé son extraction.**



A l'audience au tribunal correctionnel de Poitiers, les prévenus, des détenus pour stupéfiants, vols, ou violences, ont nié toute préméditation à la mutinerie, et aucun n'a reconnu avoir mis le feu. Mais un Rochefortais de 32 ans, accusé d'être l'instigateur, a reconnu qu'il voulait « se faire entendre » et être transféré, après avoir été ulcéré par une permission refusée. « Ça faisait six mois que j'attendais



de pouvoir être transféré », a raconté Mehdi. « Le matin je devais sortir en permission, ma femme venait avec les enfants, et j'apprends que c'est refusé ». Selon l'accusation, faute de garantie d'hébergement à l'extérieur. « Quand j'ai vu le surveillant, j'y suis allé. Nicolas a plaqué le surveillant, on lui a pris les clés, a-t-il poursuivi. Après, je suis rentré dans ma cellule préparer mes affaires. Quand je suis sorti ça brûlait déjà, après, j'ai suivi le mouvement. Il n'y a pas eu d'organisation », a-t-il assuré.

Même son de cloche chez son co-prévenu, un Poitevin de 36 ans. « Rien n'était prémédité, on était tous désespéré par la situation, il n'y avait pas de dialogue avec l'administration à Vivonne.. ». Si le centre de détention de Vivonne, une prison moderne (2009) ne connaissait pas de problème particulier de surpeuplement à l'époque, l'avocat d'un détenu, Me Lee Takhedmit, a évoqué à l'audience une prison au contexte tendu par le « manque de moyens. Il n'y a pas assez de surveillants, la moindre démarche est entravée par ce manque de moyens. Il faut attendre pour tout: les soins dentaires, les soins psychos... Et les suicides, on en parle ! »

**Les clefs volées ce soir-là avaient permis d'ouvrir les cellules d'une aile du 2e étage, et des détenus avaient mis le feu en plusieurs points, à des poubelles notamment, saccagé mobilier, vitres, éclairage.** « Les gars c'est la guerre, on va mettre le feu ! » aurait alors crié Mehdi –qui dément–, selon le témoignage d'un surveillant. **L'incendie avait mobilisé 105 pompiers, et la mutinerie elle-même plus de 175 gendarmes ou agents de la pénitentiaire.**

Vingt détenus, un agent de l'administration pénitentiaire et deux gendarmes avaient été blessés ce soir-là, la plupart en lien avec des inhalations de fumée. Quatre détenus, parties civiles, réclament d'ailleurs des réparations après avoir « vu la mort de près », selon un des avocats. Ils ont obtenu 3 000 euros de réparations ou provisions, de même qu'un surveillant.

**Le centre de détention de Vivonne (634 places) avait dû transférer plus de 150 détenus sous 48 heures, fermer une aile pendant 18 mois après la mutinerie. Elle a rouvert début 2018, après 2 millions d'euros de travaux.**

Contre des détenus « animés par l'envie de tout casser », le procureur Jean Lacotte avait requis des peines de 3 à 7 ans. Deux principaux prévenus ont été condamnés à 5 ans, un troisième à 3 ans, le quatrième a été relaxé.

## **Appel à soutiens - Alfidel de nouveau en procès pour tentative d'évasion**

Soyons nombreuses et nombreux pour soutenir notre camarade Alfidel, qui doit faire face à l'appel du parquet suite à son procès pour tentative d'évasion.

Rendez-vous jeudi 13 septembre à 13h, la cour d'appel, au tribunal de la Cité, pôle 8, chambre 3 !

Le 25 octobre 2017, après être entré dans une maison vide pour ouvrir un squat, Alfidel a été condamné en comparution immédiate à 1 an de prison ferme pour... « tentative de cambriolage ». La peine est finalement ramenée en appel à 6 mois de prison, dont deux ferme.



Le 18 janvier 2018, en pleine grève des matons, Alfidel et son codétenu tentent la belle. Mais ils sont arrêtés.

Le 7 mars, Alfidel passe en procès pour tentative d'évasion. La procureure demande de ne pas tenir compte des conditions d'insalubrité à Fresnes, pourtant tristement célèbres, et de la grève des matons. Elle requiert 10 mois de prison ferme avec un aménagement de peine. Son avocate rappelle alors qu'Alfidel a déjà fait plus que sa peine, et que la tentative d'évasion a eu lieu alors qu'il aurait déjà dû être sorti. Elle demande donc la peine minimale.

Alfidel est condamné à 6 mois de sursis et 2 ans de mise à l'épreuve.

Mais le soulagement de ne pas voir Alfidel retourner derrière les barreaux est de courte durée. Bien qu'il ait été enfermé presque 5 mois pour une tentative de squat, dont près d'un mois de mitard et deux semaines à l'isolement pour la tentative d'évasion, la peine est trop légère au goût du parquet, qui fait appel.

Le 13 septembre, il comparâtra donc de nouveau devant cette institution qui condamne les personnes sans papiers, sans logement ; les précaires... et devra faire face une fois encore à la justice de classe. Soyons là pour le soutenir !

## **Solidarité**



## Rafle matinale, Paris Austerlitz



Mardi 11 septembre, 7h56, une dizaine de policiers en civil font le pied de grue sur le quai 21 de la gare d'Austerlitz où le train en provenance de Briançon ne tarde pas à arriver ; six camarades exilé.e.s sont raflé.e.s.

**On remet ça ce week-end, soyons nombreux à 7h20 sur le parvis de la gare côté Seine samedi et dimanche !**

Gare d'Austerlitz, 7h56 - Rafle matinale

Le train de nuit en provenance de Briançon s'arrête quai 21. Plusieurs personnes attendent déjà son arrivée. Il faut peu de temps pour que les brassards fluos s'affichent sur les bras, "police".

Celles et ceux qui passent la frontière franco-italienne à Briançon sont nombreux à voyager en direction de Paris, pour y rejoindre famille, amis, ou simplement continuer leur route. Leur arrivée gare d'Austerlitz n'est un secret pour personne : la surveillance policière des "indésirables" à la frontière et sur le territoire est à l'origine de la mise en place d'un dispositif de contrôle accru dans les "hubs" parisiens (aéroports, gares, transports en commun).

Si lesdits contrôles ont toujours existé, cela fait maintenant plusieurs semaines qu'ils deviennent systématiques. Ce matin, une vingtaine d'exilé.e.s descendent du train, évidemment les flics sont là, à l'extérieur de la gare (un panier à salade, deux camionnettes de police), et à l'intérieur, tous en civil. Six d'entre eux ont été arrêtés, fouillés au corps et embarqués. "Je ne fais que mon travail madame", bien sûr.

Racisme d'État, racisme policier, encore et toujours ; sur le quai, c'est simple, on ne contrôle que les Noirs. A cet horaire, dans cette gare, sur ce quai, ces pratiques de contrôle ciblent uniquement les personnes identifiées comme "migrantes".

La frontière n'est pas une ligne, la frontière est partout où les dispositifs d'identification et de coercition sont implantés. Elle définit et discrimine celles et ceux dont la présence n'est pas reconnue légitime sur le territoire. Les arrestations de ce matin, comme celles d'hier, et celles de demain, sont synonymes d'enfermement, dans la majorité des cas en centre de rétention, et, donc, de déportation, vers l'Italie ou le pays d'origine.

**Contre les rafles, contre la traque raciste aux sans-papiers, contre les C.R.A, contre la politique frontalière des États européens, mobilisons-nous !**

**Appel à soutien demain matin, le 12 septembre, 7h20, gare d'Austerlitz**

Pour s'organiser, contact : groschatroux@protonmail.com